

Le colloque sur les droits humains adopte un plan d'action syndicale

QUEBEC (PC) — «Il y a conjugaison des différentes formes d'impérialisme pour pratiquer une politique interventionniste et néo-coloniale et pour exercer une domination non seulement économique mais aussi politique et culturelle».

Le Colloque de la Confédération mondiale du Travail sur les droits humains a été amené à constater que le capitalisme international, ses structures, publiques (Banque mondiale et Fonds monétaire international notamment) et privées (sociétés multinationales), était l'un des principales causes de la violation des droits fondamentaux des travailleurs et des peuples.

Les délégués ont également retenu que les différentes formes d'impérialisme étaient à la base de cette violation, peut-on conclure du document-synthèse du colloque qui se terminait vendredi, à Québec.

Mais le plus difficile, a rappelé le président de la CMT, Marcel Pepin, dans son discours de clôture, aura été de définir un plan d'action syndical suffisamment large et suffisamment souple pour que les groupes de différentes tendances ou ayant des analyses différentes de la situation puissent y adhérer.

Même s'ils n'avaient pas de mandats pour s'engager dans un plan d'action spécifique, la majorité des délégués a cependant pris l'engagement non seulement de plaider en faveur de ce plan auprès de leurs organisations respectives, mais également de participer à un «Comité de continuité» qui sera mis sur pied au cours des prochains mois par la CMT.

Les délégués ont endossé le principe d'une charte universelle des droits des travailleurs, à la rédaction de la-

quelle les dirigeants de la CMT s'attaqueront prochainement et qui serait susceptible d'être adoptée par chacune des organisations syndicales internationales, nationales, régionales et même locales.

Le colloque syndical s'est donc terminé vendredi sur un large consensus quant aux constats et aux causes des violations des droits humains et à la nécessité d'adopter un plan d'action syndicale à l'échelle mondiale pour lutter en faveur de ces droits.

La polémique soulevée par

les propos du secrétaire-général de la Centrale latino-américaine des Travailleurs, Emilio Maspero, concernant la situation actuelle au Nicaragua et au Salvador ainsi que la situation des réfugiés chiliens et haïtiens au Québec s'est cependant poursuivie durant la dernière journée.

Répliquant aux attaques formulées jeudi contre la CLAT par diverses organisations québécoises d'aide aux réfugiés et aux peuples d'Amérique latine, les délégués de cette centrale sont intervenus

vendredi pour dénoncer «les attaques anonymes et irresponsables où on prétend dicter la lutte des travailleurs de l'Amérique latine avec un esprit paternaliste et impérialiste, à partir de cénacles de rhétorique de New York, Moscou, Paris ou Québec.»

Le président de la CSN, M. Norbert Rodrigue, a saisi l'occasion pour inviter l'exécutif de la CLAT à rencontrer celui de sa centrale pour éclaircir la situation: «La CSN n'a jamais eu l'intention de faire la révolution en Amérique latine à la

place des Latino-Américains», a-t-il dit.

Cependant, a ajouté M. Rodrigue, la CSN demandera à la CLAT de démontrer sa solidarité avec la centrale québécoise dans les choix qu'elle fait et fera en matière d'aide aux travailleurs exilés.

Le colloque sera suivi cette semaine par une réunion à huis clos à Montréal au Conseil confédéral de la CMT.



LE DEVOIR, lundi, 24 mars 1980, p.2

Toit
siège
verri
proj

Toit
siège
verni
16.50

Toit
peint
manu
tes, 12

Autom
nie, sté

14.6